

menter les prix. Ce serait scandaleux, monsieur le président, si tel était le cas, et pourtant, jusqu'à ce jour, personne n'a pu affirmer qu'il y avait pénurie. Et comment pourrait-on le faire lorsque notre propre pays est producteur de pétrole? Comment pourrait-on le faire quand les circonstances qui amènent la crise internationale actuelle du pétrole ne nous touchent à peu près pas. Car en fait les pays arabes qui ferment actuellement le robinet ou l'ouvrent à leur guise n'expédient à peu près pas de pétrole au Canada, ou tout au plus 2 p. 100 de nos importations. Donc, nous ne sommes pratiquement pas touchés par le geste politique des pays arabes vis-à-vis le monde entier, dans l'écoulement de leurs ressources en pétrole.

Monsieur le président, le Canada n'est pratiquement pas touché par ce problème. Or, comment se fait-il que nous vivions des instants de crise, alors qu'il n'y a aucune raison majeure d'être touchés par ce problème? Il faudrait obtenir des explications là-dessus. Or, nous n'en voyons qu'une présentement. C'est que le contrôle de tout ce domaine est entre les mains des cartels, des sociétés pétrolières. Cela semble bien évident, car comment expliquer que nous soyons dans un état de crise pétrolière, au moment où nous avons tout le pétrole nécessaire au Canada, et où il ne semble pas qu'il y ait eu diminution des approvisionnements dans l'Est du pays, en particulier au Québec. Pourtant, nous savons très bien que les pays arabes font peut-être un peu chanter actuellement beaucoup de pays. Ils ne nous fournissent pas, ou à peu près pas, de pétrole. Ce sont là des constatations qui nous amènent à douter de la façon dont le gouvernement gouverne.

Monsieur le président, cette crise ne s'explique pas. Si nous nous mettions à la place d'un Français, d'un Anglais, d'un Espagnol ou d'un Belge, qui regardent de loin la situation de notre pays, que constatent-ils? Ils constatent que nous sommes un pays producteur de pétrole et que nous exportons au moins 50 p. 100 de notre production. Ils en concluent donc qu'un pays producteur de pétrole qui exporte plus de la moitié de sa production et qui subit une crise de pétrole, est sans aucun doute stupide.

Donc, notre pays doit être stupide, puisque qu'il se trouve dans cette situation. Nous avons du pétrole, nous en vendons aux Américains, et l'on a l'audace de nous conseiller de geler. C'est incroyable de constater une telle politique. D'ailleurs, si jamais le problème se résumait à une question de transport, encore une fois, nous serions obligés de nous demander comment il se fait que nous n'avons pas établi de politique adéquate en ce domaine. Comment se fait-il que nous n'ayons jamais tenté, par exemple, d'appliquer ce que nous préconisons depuis fort longtemps, entre autres, la création d'une marine marchande bien à nous? On n'a jamais fait cela. On constate aujourd'hui qu'on en aurait besoin. Comment se fait-il que dans le domaine du transport nous n'ayons pas prévu un moyen d'assurer l'approvisionnement en pétrole de l'Est du pays?

Nous sommes encore une fois obligés d'admettre que le gouvernement a oublié le rôle que doit jouer un gouvernement dans tout pays qui se respecte. Mais advenant le fait, monsieur le président, que nous ayons perdu les pédales dans le dédale de cette pseudo-crise, pour nous livrer à un petit jeu de cacophonie...

● (1710)

Monsieur le président, est-ce qu'on voulait à tout prix éviter de froisser les Américains? Le gouvernement, à un certain moment, a tellement cela à l'idée qu'il dit: Dans l'Est, gelez donc un peu! Diminuez la chaleur fermez vos fenêtres. Privez-vous de rouler en motoneige cet hiver.

#### Approvisionnements d'énergie—Loi

Imposez-vous des privations de toutes sortes, parce que nous allons envoyer notre pétrole aux États-Unis.

Monsieur le président, cela frise le ridicule. Et même malgré tout cela, advenant la nécessité pour le gouvernement d'approvisionner les États-Unis, concédant aussi qu'il existe une difficulté au point de vue du transport au pays, cela n'explique jamais, monsieur le président, en vertu de quoi notre pays, le Canada, ne pourrait pas trouver d'autres sources d'approvisionnement que les pays arabes, en vertu de quoi nous gèlerions ici pour faire plaisir aux Américains, parce qu'on ne veut pas du pétrole arabe.

Monsieur le président, au Québec en particulier, on commence à être passablement au courant de tout ce problème-là. Nous savons fort bien que les pays arabes sont disposés à nous fournir tout le pétrole dont nous avons besoin dans l'Est, mais, bien sûr, il faut comprendre qu'ils ne sont pas intéressés à nous vendre du pétrole pour que nous le fassions passer aux États-Unis. C'est tout à fait compréhensible. Lorsque le très honorable premier ministre (M. Trudeau) répondait cet après-midi, à la période des questions orales, à une question posée par mon collègue de Shefford (M. Rondeau) qui lui demandait si le gouvernement envisageait la possibilité d'établir des ambassades dans les pays arabes qui ont du pétrole, il a répondu par un «non» à peine audible.

Monsieur le président, est-il concevable qu'au moment où l'on prévoit une pénurie de pétrole, et que des pays producteurs de pétrole sont prêts à nous en vendre, le gouvernement ne pense même pas à établir des ambassades dans ces pays arabes, alors qu'il en existe dans les pays arabes qui n'ont pas de pétrole?

C'est incroyable, mais telle est la situation. Le premier ministre du Québec a fait sa campagne électorale en parlant de super-ports pétroliers construits grâce à des capitaux arabes. Comment se fait-il que toute l'affaire est «foutue par terre» au moment où M. Bourassa et M. Massé rencontrent leurs homologues fédéraux, monsieur le président? Il est curieux de constater les coïncidences, et je serais porté à conclure que le gouvernement fédéral, pour sauver je ne sais trop quoi,—peut-être son petit frère québécois—a refusé de conclure des ententes avec les pays arabes. C'est toujours la même politique, celle de tout geler, mais toutes les possibilités existent. Nous ne devons pas les exploiter!

Je me demande en vertu de quel principe notre pays a quelque chose à faire dans les disputes internationales et en particulier dans la dispute israélo-arabe. Qu'est-ce que nous faisons là-dedans, nous? En vertu de quoi avons-nous à nous créer de l'inimitié d'un côté et de l'autre et, par conséquent, en vertu de quel principe ne serions-nous pas un pays considéré comme ami par les Arabes? Je n'y comprends rien. Serait-ce qu'on veuille tout geler?

Monsieur le président, ce sont là des faits qui peuvent paraître crus, mais ils sont vrais, et parce qu'ils sont vrais, il faut qu'ils soient dits de telle sorte que l'on tente de trouver des moyens d'améliorer la situation actuelle.

Monsieur le président, pour en venir à quelque chose de positif et de concret, je pense que ce n'est pas le temps, étant donné des situations comme celles qui existent aujourd'hui, de continuer à laisser les sociétés, les trusts, les monopoles, les cartels, faire à leur guise, et décider s'il y a pénurie ou non. C'est à nous-mêmes de trouver les moyens de rendre beaucoup plus stable la consommation d'énergie nécessaire à tous les Canadiens. Il faut mettre fin à ces cachotteries, à cette politique de tâtonnements, et